

Solidaires



Branche INRA

**BUDGET 2006 présenté au CA du 14 décembre 2005 :
Recherchons désespérément la concrétisation, à
l'INRA, des 1100 emplois promis aux EPST et du
milliard d'euros annoncé pour la recherche en 2006 !**

Intervention de l' élu SUD lors du Conseil d'Administration de l'INRA du 14 Décembre dernier, consacré principalement au vote du budget primitif 2006 de l'Institut :

« Si le projet de budget ministériel continue d'annoncer 1100 postes nouveaux dans les organismes de recherche en 2006, nous avons cherché en vain la concrétisation pour l'INRA de cet effort déjà jugé insuffisant pour répondre aux besoins : d'après le décompte des chiffrages annoncés par catégorie, on peut en conclure à une création nette de seulement 47 emplois.

Par catégorie, cela donne une cinquantaine d'emplois de plus en catégorie A et B, et moins 67 en catégorie C. De plus, ce bilan global intègre le redéploiement interne, hélas désormais traditionnel, par transformations systématique d'emplois vacants de cat. C en postes d'ingénieurs, voire de chercheurs. Si l'emploi de titulaire continue de stagner, tout le monde sait que l'augmentation du recours à la précarité, déjà sensible dans ce projet de budget 2006, va s'accroître...

Cette précarité est l'un des 2 facteurs qui a généré la révolte menée dans la Recherche publique courant 2004, l'autre élément était la fragilisation des budgets de fonctionnement... et sur ce point, la course forcée aux contrats repart de plus belle (sous prétexte de soutenir la compétitivité ... en courant plus vite que le voisin vers le précipice commun !).

Pour nous la recherche publique ne peut s'accommoder d'une succession de projets à courte vue, elle doit se faire avec une pérennité et une indépendance par rapport aux intérêts privés que seuls l'emploi statutaire et le financement sur crédits récurrents de l'Etat peuvent garantir.

Au delà de ces 2 exigences fondamentales, largement exprimées lors du mouvement pour sauver la recherche, qui suffiraient à motiver notre vote négatif sur ce budget, nous rappelons nos revendications prioritaires concernant l'emploi :

Nous demandons l'intégration immédiate de tous les agents techniques en place dans le corps des Adjoints Techniques, avec le maintien dans ce corps unique de catégorie C du potentiel de postes nécessaires aux besoins existants dans les laboratoires et installations expérimentales.

Parallèlement, nous demandons que ce corps soit plus largement accessible aux demandeurs d'emploi sans condition de diplôme.

S'agissant toujours de l'attractivité des métiers de la recherche, nous ne voyions pas l'ambition de mettre en œuvre un plan pluriannuel de transformations d'emploi, à même de répondre au sous classement existant, cette demande a pourtant été portée dans de nombreuses instances de l'INRA en cours d'année. A désespérer les centaines d'Ingénieurs et de Techniciens reconnus sous-classés par les jurys des concours de fin 2004 !

D'autre part, nous souhaiterions qu'à l'image du vote unanime du Conseil d'Administration du CEMAGREF le 24 novembre dernier soit débattu au sein de notre conseil un statut revalorisé pour les doctorants, avec une rémunération de base alignée sur le 1^o échelon de la catégorie IE2.

Enfin, nous sommes demandeurs d'une mise à plat des gratifications des stagiaires, comme cela a été réalisé cette année sur le centre de Rennes (30% du SMIC). »

En séance, Madame Guillou assure que si le budget primitif augmente peu (+2,7%), cette augmentation sera amplifiée lors des décisions modificatrices (en cours d'année). Selon des documents diffusés en séance le solde des postes avoisinerait la centaine, en incluant 28 CDD. Chiffres à confirmer... (repère : la règle de proportionnalité donnerait plus de 200 postes pour l'INRA)

Votes sur ce budget 2006 : 4 élus du personnel contre (2 CFDT, 1 CGT, 1 SUD) et 2 représentants des salariés de l'agroalimentaire (CGT et CFDT), une abstention CFTC INRA.

Ce début 2006, le gouvernement tente de faire passer en force au parlement son faux « pacte pour la recherche » qui continue de fragiliser sur le long terme toute la recherche publique. Après le vote intervenu au Sénat pendant la trêve des confiseurs, l'Assemblée Nationale en débat fin janvier... Ne les laissons pas faire sans réagir !

Sur le site <http://www.sud-recherche.org>, toute l'actualité syndicale (dont les CR des CA de l'INRA)
contactinra@sud-recherche.org INFO de la branche INRA, 10 janvier 2006